

Délibération du Conseil Municipal du Jeudi 20 juin 2024

Délibération n°20242006-005

Nombre de membres en exercice :	15
Nombre de membres présents :	11
Nombre de pouvoirs :	01
Nombre de suffrages exprimés :	12
Date de convocation :	11 juin 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le jeudi 20 juin, à vingt heures trente, le conseil municipal de la ville d'Aigurande, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Madame Virginie ELION, Maire

Etaient présents : Mme ELION Virginie, M. MAILLIEN Bernard, Mme ALAPETITE Aurélie, M. DUFAY Dominique, Mme LAVERDANT Emilie, M. REDEUILH Régis, Mme LAMOT Annie, M. PAIN Pierre, M. BOUSSAGEON Guy, M. COURTAUD Pascal, Mme DARCHY Pierrette, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés : M. DEGAY Jean-Michel

Absents : M. CHAUMEAU Didier, Mme MAITRE Jacqueline

Pouvoirs : Mme GIRAUDET Marie-Laure a donné pouvoir à M. MAILLIEN Bernard
M. PAIN Pierre est nommé secrétaire de séance

MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 à L.714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat et ses arrêtés d'applications,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n°2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires de mairie ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application au corps des agents de maîtrise ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints techniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des adjoints d'animation ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps des ATSEM ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps des éducateurs des APS ;

Considérant que le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé des deux parts suivantes :

- l'indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions qui constitue l'indemnité principale du régime indemnitaire
- le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des primes et indemnités,

Vu l'avis favorable du comité technique en date 10 juin 2024,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

ARTICLE 1 – DECIDE de l'instauration du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel suivant les modalités définies aux articles suivants.

ARTICLE 2 – DECIDE que peuvent bénéficier du régime indemnitaire :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel. *

**Les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier du RIFSEEP.*

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- Rédacteurs
- Adjoints administratifs
- Agents de maîtrise
- Adjoints techniques
- ETAPS
- Assistant de conservation du patrimoine
- Adjoint d'animation
- ATSEM

ARTICLE 3 – DEFINIT comme suit les montants annuels maximum de l'indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise :

Groupe de fonctions	Liste des fonctions-emplois dans la collectivité	Montants annuels maximum en euros
➤ Cadre d'emploi Rédacteurs		
Groupe 1	Secrétaire générale, fonction d'encadrement, de montage et suivi des dossiers	17 480 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	16 015 €
➤ Cadre d'emploi Adjoints administratifs		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	11 340 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	10 800 €
Groupe 3	Agents d'exécution	10 400 €
➤ Cadre d'emploi Agents de maîtrise		

Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	11 340 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	10 800 €
Groupe 3	Agents d'exécution	10 400 €
➤ Cadre d'emploi Adjoints techniques		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	11 340 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	10 800 €
Groupe 3	Agents d'exécution	10 400 €
➤ Cadre d'emploi ETAPS		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	17 480 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	16 015 €
➤ Cadre d'emploi Assistant de conservation du patrimoine		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	17 480 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	16 015 €
➤ Cadre d'emploi Adjoint d'animation		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	11 340 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	10 800 €
Groupe 3	Agents d'exécution	10 400 €
➤ Cadre d'emploi ATSEM		
Groupe 1	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	11 340 €

Article 4 – DECIDE des modalités de modulation, de versement, d'attribution et de réexamen de l'IFSE comme suit :

➤ **Modulation**

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience professionnelle selon les critères suivants :

Formation

Concours, examen professionnel

Parcours professionnel

Connaissance de l'environnement

➤ **Périodicité de versement**

L'IFSE est versée semestriellement.

➤ **Modalités de versement de l'IFSE**

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent.

➤ **Attribution**

L'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond annuel déterminé par la présente délibération et en tenant compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent conformément aux critères suivants :

Formation

Parcours professionnel

Connaissance de l'environnement

➤ **Réexamen**

Le montant de l'IFSE fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent

ARTICLE 5 - DEFINIT comme suit les montants annuels maximum du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) :

Groupe de fonctions	Liste des fonctions-emplois dans la collectivité	Montants annuels maximum en euros
Catégorie B		
Groupe 1	Secrétaire générale, fonction d'encadrement, de montage et suivi des dossiers Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	2 380 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	2 185 €

Groupe de fonctions	Liste des fonctions-emplois dans la collectivité	Montants annuels maximum en euros
Catégorie C		
Groupe 1	Responsable de service, encadrement et coordination d'une équipe	1 260 €
Groupe 2	Agent faisant preuve d'une technicité particulière	1 200 €
Groupe 3	Agents d'exécution	1 200 €

ARTICLE 6 - DECIDE des modalités de versement et d'attribution du CIA comme suit :

➤ **Périodicité de versement**

Le CIA est versé annuellement.

➤ **Modalités de versement du CIA**

Le montant du CIA est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent.

➤ **Attribution**

L'autorité territoriale attribue individuellement à chaque agent un montant de CIA compris entre 0 et 100 % du plafond individuel annuel et en tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestés par :

Investissement personnel et professionnel de l'agent

Capacité à travailler en équipe

Comportement, attitude

Compétences techniques, respect de l'outil de travail

ARTICLE 7 – PRECISE que le montant individuel du CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

ARTICLE 8 - *Il appartient à la collectivité de déterminer les conditions de versement ou de suspension du RIFSEEP en cas de congé de maladie ordinaire et de CITIS.*

Pour rappel, conformément à l'article 1^{er} du décret n°2010-997 du 26 août 2010, dans la fonction publique d'Etat, le maintien du régime indemnitaire dans les mêmes proportions que le traitement est expressément prévu en cas :

- *de temps partiel thérapeutique,*
- *de congé annuel,*
- *de congé maladie ordinaire,*
- *de congé maternité,*
- *de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)*

De plus, le Conseil d'Etat est récemment venu interpréter strictement le principe de parité en considérant qu'une collectivité ne pouvait prévoir le maintien de plein droit du versement de l'IFSE au profit de ses agents placés en congé de longue maladie ou de longue durée (CE, 22

novembre 2021, n°4487789). Aussi, la délibération instaurant le RIFSEEP doit expressément prévoir la suppression du RIFSEEP en cas de congé de longue durée ou de longue maladie.

DECIDE que le régime indemnitaire sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés de maladie ordinaire et pour invalidité temporaire imputable au service et que le régime indemnitaire ne sera pas maintenu en cas de congé de longue maladie et de longue durée pour l'ensemble des cadres d'emploi.

ARTICLE 9 – RAPPELLE que le régime indemnitaire sera maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés de maternité, de naissance, de paternité et d'accueil de l'enfant, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, sans préjudice de leur modulation en fonction de l'engagement professionnel de l'agent territorial et des résultats collectifs du service.

ARTICLE 10 – RAPPELLE que l'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

ARTICLE 11 – DIT que les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 01/07/2024

ARTICLE 12 – DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL,**

Le Secrétaire de séance,

Pierre PAIN



Le Maire,

Virginie ELION

